

Flash juridique

Indemnité Inflation



Bonjour Tom ! Le 21 octobre dernier, le gouvernement a annoncé la création d'une indemnité inflation de 100 € pour soutenir le pouvoir d'achat des Français face aux hausses des prix. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Bonjour Chris,

L'indemnité inflation a bien été mise en place par la **seconde loi de finances rectificative pour 2021**, promulguée le 1^{er} décembre dernier, et publiée au Journal officiel le 2 décembre 2021.

Un questions/réponses du gouvernement détaille les modalités et conditions de sa mise en œuvre. <https://www.gouvernement.fr/toutes-les-reponses-a-vos-questions-sur-l-indemnité-inflation>

Un décret d'application de la loi est par ailleurs attendu. Certaines questions en lien avec le dispositif ne sont en conséquence pas encore définitivement tranchées.



Quels sont les critères d'éligibilité à cette indemnité Tom ?

Peuvent bénéficier de l'indemnité les personnes âgées d'au moins 16 ans, résidant régulièrement en France (les expatriés sont donc exclus),

- **et dont les revenus d'activité** (salaires, rémunérations,...) **ou de remplacement** (allocations chômage, indemnités pour cause de maladie ou d'accident du travail, pensions de retraite de base et complémentaire, pensions d'invalidité...) **sont inférieurs à 2000 € nets par mois**,
- **ou qui bénéficient de certaines allocations et prestations sociales.**

Les publics visés sont donc variés :

Actifs : salariés, y compris les apprentis et les bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation, travailleurs non-salariés, agents publics, demandeurs d'emploi ;
Retraités ;
Bénéficiaires de préretraites ;
Demandeurs d'emploi ;
Personnes en situation d'invalidité ;
Etudiants boursiers, étudiants allocataires des aides au logement, étudiants qui exercent une activité professionnelle ;
Jeunes en recherche d'emploi ou inscrits dans une démarche de formation ou d'accompagnement vers l'insertion professionnelle, sous certaines conditions ;
Personnes bénéficiaires de certaines allocations et prestations sociales (RSA, ASS, PreParE notamment).

Les stagiaires en entreprise (à distinguer des stagiaires de la formation professionnelle) ne pourraient *a priori* pas bénéficier de l'indemnité.



A quelle date ces conditions s'apprécient-elles ?

Les critères d'éligibilité doivent être remplis au mois d'octobre 2021.

Cela signifie qu'un salarié qui a été employé au cours de tout ou partie du mois d'octobre 2021 est susceptible de prétendre à l'indemnité, même s'il n'est plus salarié à la date de son versement.

Il n'est toutefois pas à exclure qu'une condition de durée minimale de travail de 20 heures sur le mois d'octobre 2021 soit posée par le décret à paraître.



Comment s'apprécie plus précisément la condition de plafond de ressources pour les salariés ?

Ses modalités d'appréciation seront précisées par le décret à paraître. Il est toutefois d'ores et déjà admis que pourront bénéficier de l'indemnité les **salariés qui ont perçu une rémunération brute inférieure à 26.000 € sur la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 octobre 2021.**

Cela équivaut à 2600 € bruts en moyenne par mois sur la période (soit 2000 € nets par mois avant impôt sur le revenu). Ce plafond de rémunération est éventuellement réduit sur la base de la durée du contrat sur la période de référence. L'indemnité en revanche est systématiquement versée en intégralité : elle n'est pas proratisée en fonction de la durée travaillée.

Qui verse l'indemnité ? Ai-je des démarches à effectuer ?

L'indemnité est à la charge de l'Etat, mais est versée par l'intermédiaire de la personne dont le bénéficiaire perçoit habituellement ses revenus d'activité ou de remplacement, ou les prestations sociales.

Les salariés recevront donc l'indemnité inflation de leur employeur, et ce, même s'ils bénéficient par ailleurs de prestations sociales (sauf hypothèses spécifiques : congé parental d'éducation à temps complet par ex. : versement de l'indemnité par la CAF). L'indemnité sera inscrite sur une ligne dédiée du bulletin de salaire (« aide exceptionnelle de l'Etat »). L'employeur sera intégralement remboursé via une déduction de ses cotisations et contributions sociales.

Les salariés n'ont, sauf cas spécifiques, pas de démarches à effectuer : le déclenchement de la prime est automatique. Des hypothèses particulières donnent lieu à des précisions dans Le Questions/Réponses du gouvernement : sont notamment envisagées les conditions d'octroi de l'indemnité aux personnes qui ont eu plusieurs employeurs au cours du mois d'octobre, ou aux salariés en contrats courts (CDD inférieurs à un mois).

Quand est-ce que l'indemnité sera versée ?

Les dates de versement diffèrent selon les catégories de bénéficiaires.

Ainsi, s'agissant des retraités, le versement devrait être assuré par les CARSAT en février 2022.

Le demandeurs d'emploi devront la percevoir de Pôle Emploi en janvier 2022.

Pour ce qui est des salariés, le dossier de presse de présentation du dispositif indique que le versement interviendra dès décembre 2021 dans la plupart des cas, et au plus tard en janvier 2022.

L'indemnité est-elle soumise à charges sociales et à impôt sur le revenu ?

Non. Elle n'est pas non plus prise en compte dans les conditions de ressources pour bénéficier d'aides sociales.